

Simone Lambert

L'année sociale

Fondée par Guy Spitaels

1981



**Institut de Sociologie (fondé par E. Solvay)
Etudes d'économie sociale**

Editions de l'Université de Bruxelles

TABLE DES MATIERES

<u>AVANT PROPOS</u>	1
<u>PREMIERE PARTIE : LA VIE LEGISLATIVE</u>	
<u>I. LA CONCRETISATION LEGALE DU PLAN DE REDRESSEMENT DU GOUVERNEMENT</u>	1
<u>A. LOI DE REDRESSEMENT INSTAURANT UNE COTISATION DE SOLIDARITE A CHARGE DES PERSONNES REMENEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR LE SECTEUR PUBLIC (10 février 1981).</u>	2
1. Les justifications du projet de loi	2
2. Les débats parlementaires	3
a. A la Chambre des Représentants	3
b. Au Sénat	5
3. L'économie de la loi	7
a. Champ d'application	7
b. Création auprès de l'Office national de sécurité sociale d'un fonds de solidarité	9
c. Périodicité du prélèvement des cotisations	9
d. Base de perception de la cotisation de solidarité	10
e. Taux de cotisation	10
4. Arrêté Royal fixant les catégories de personnes exclues du champ d'application de la loi (12 février 1981)	12
<u>B. LOI DE REDRESSEMENT RELATIVE A LA SECURITE SOCIALE ET AU BIEN-ETRE EN 1981 (10 février 1981)</u>	15
1. Les justifications du projet de loi	15
2. L'avis de l'opposition	20
a. A la Chambre des Représentants	20
b. Au Sénat	21

3. L'économie de la loi	24
a. Taux de cotisation et plafond salarial	24
b. Intervention forfaitaire de l'Etat dans les différents régimes en 1981	26
c. Allocation de bien-être	27
d. Spécialités pharmaceutiques délivrées aux assurés hospitalisés.	27
e. Apurement du déficit cumulé de l'assurance maladie-invalidité	28
f. Economies d'énergie dans les institutions hospitalières et médico-sociales	28
g. Réduction du nombre de lits d'hôpitaux superflus.	28
C. LOI DE REDRESSEMENT RELATIVE AUX CLASSES MOYENNES (10 février 1981)	30
1. Les justifications du projet de loi	30
2. L'avis de l'opposition	34
a. Au sénat	34
b. A la Chambre des Représentants	35
3. L'économie de la loi	37
a. Mesures de redressement du secteur des pensions des travailleurs indépendants	37
b. Mesures favorables à la promotion de l'emploi	38
1°) Mesures destinées à favoriser la première installation dans une profession indépendante	38
2°) Primes d'emploi.	39
D. <u>LOI DE REDRESSEMENT RELATIVE AUX PENSIONS DU SECTEUR SOCIAL (10 février 1981)</u>	40
1. Les justifications du projet de loi	40
2. Les débats parlementaires	51
3. L'économie de la loi	53
a. Modifications des dispositions générales	53
b. Modifications de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés	53

c. Modifications à la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré	61
d. Minima de pension garantis dans le régime des pensions des travailleurs salariés	63
e. Allocation de bien-être	65
E. <u>LOI DE REDRESSEMENT RELATIVE AUX PENSIONS DU SECTEUR PUBLIC (10 février 1981)</u>	67
1. Les justifications du projet de loi	67
2. Les débats parlementaires	72
3. L'économie de la loi	75
a. Ecrêtement des grosses pensions. Modifications à apporter à la loi du 5 août 1978 des réformes économiques et budgétaires	75
b. Activité professionnelle autorisée des pensionnés. Modifications à apporter à la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976	77
c. Octroi d'une allocation aux pensionnés du secteur public pour l'année 1980	77
d. Limitation des effets de la péréquation des pensions du secteur public	77
F. <u>INVENTAIRE DES PRINCIPALES MESURES CONTENUES DANS LES LOIS DE REDRESSEMENT RELATIVES AUX PENSIONS DU SECTEUR SOCIAL, DU SECTEUR PUBLIC ET DES CLASSES MOYENNES</u>	79
1. Secteur social	79
2. Secteur public	80
3. Classes moyennes	81
II. <u>LOI ETABLISSANT LES PRINCIPES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS SALARIES (29 juin 1981)</u>	82
A. <u>LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI</u>	82

1. L'évolution historique de la sécurité sociale et la nécessité de réforme	82
2. Les obstacles à la réforme de la sécurité sociale	89
3. Les principes de base de la réforme de la sécurité sociale	91
4. Les objectifs et la portée du projet de loi	93
B. <u>LES DEBATS PARLEMENTAIRES</u>	94
1. Au Sénat	94
2. A la Chambre des Représentants	96
C. <u>L'ECONOMIE DE LA LOI</u>	98
1. La définition des termes et le champ d'application de la loi	98
2. Les principes de base de la sécurité sociale	100
3. L'organisation et le financement de la sécurité sociale	105
4. Les dispositions finales et transitoires	109
III. <u>LE VOLET SOCIAL DE LA LOI PROGRAMME 1981 (2 juillet 1981)</u>	114
A. <u>LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI</u>	114
1. La Prévoyance sociale	115
2. La Santé publique : la recherche d'un nouveau mode de financement des soins hospitaliers	117
3. Les Pensions	118
4. L'Emploi-Travail	123
B. <u>LES DEBATS PARLEMENTAIRES</u>	124
1. A la Chambre des Représentants	124
2. Au Sénat	134

C. <u>L'ECONOMIE DE LA LOI</u>	142
1. La Prévoyance sociale	142
a. La poursuite de la réalisation de l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de la sécurité sociale	142
b. La limitation du cumul d'une pension avec une indemnité de maladie professionnelle ou une rente d'accident du travail	145
2. La Santé publique : la recherche d'un nouveau mode de financement des soins hospitaliers	146
3. Les Pensions	146
a. Un rapprochement de la date de prise de cours de l'écrêtage des pensions élevées et des cumuls de pensions	146
b. La mise d'une part du coût des pensions de retraite à charge du Fond des pensions de survie	147
c. Le cas particulier des agents des services publics exerçant une mission internationale	147
d. La limitation des cumuls d'une pension du secteur public avec une activité professionnelle	148
4. L'Emploi-Travail	148
a. Le financement du système des crédits d'heure	148
b. Le calcul du montant de la prépension	149
c. L'actualisation du montant de diverses taxes	149
IV. <u>LOI INSERANT DANS LA LEGISLATION DU TRAVAIL CERTAINES DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL (23 juin 1981).</u>	151
A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	151
B. LES DEBATS PARLEMENTAIRES	157
1. A la Chambre des Représentants	157
2. Au Sénat	159
C. <u>L'ECONOMIE DE LA LOI</u>	161
1. Dispositions modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail	161

2. Dispositions modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail	162
<u>V. LOI VISANT A ADAPTER LE REGIME D'ALLOCATIONS FAMILIALES POUR TRAVAILLEURS SALARIES A LA REDUCTION DE LA DUREE DU TRAVAIL ET A L'EXERCICE DU TRAVAIL A TEMPS PARTIEL (30 juin 1981)</u>	164
A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	164
B. LES DEBATS PARLEMENTAIRES	166
1. Au Sénat	166
2. A la Chambre des Représentants	168
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	169
<u>VI. LOI MODIFIANT L'ARTICLE 8 § 2 DE LA LOI DU 10 AVRIL 1971 SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (22 juillet 1981)</u>	174
A. LES JUSTIFICATIONS DE LA PROPOSITION DE LOI	174
B. LES DEBATS PARLEMENTAIRES	174
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	174
<u>VII. LES ARRETES ROYAUX DETERMINANT LES NOUVELLES REGLES RELATIVES AU CUMUL D'UNE PENSION ET D'UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE</u>	176
A. ARRETE ROYAL DU 29 AVRIL 1981	176
B. ARRETE ROYAL DU 11 FEVRIER 1982	180
<u>VIII. LES CINQ ARRETES ROYAUX PRIS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RESORPTION DU CHOMAGE (12 août 1981)</u>	182
A. LE STAGE DES JEUNES : LA MODIFICATION DU SYSTEME DE L'OCTROI AUX ENTREPRISES DE PRIMES POUR STAGIAIRES	182
B. LES PRIMES D'ADAPTATION ET DE READAPTATION	185
1. Augmentation ou suppression de la prime dans certains cas et autres modifications	185

2. Octroi de primes aux nouveaux employeurs	188
C. LE CADRE SPECIAL TEMPORAIRE	188
1. Réforme du cadre spécial temporaire	188
2. Nouveau programme d'emploi dit "N.P.E."	190
IX. <u>ARRETE ROYAL MODIFIANT LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL EN CE QUI CONCERNE LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL (12 août 1981)</u>	194
1. Dispositions modifiant l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles	194
2. Dispositions modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés.	194
DEUXIEME PARTIE : LA VIE PARITAIRE	
I. <u>LA CONCERTATION SOCIALE</u>	197
A. LA SITUATION AU DEBUT DE L'ANNEE 1981	197
B. L'ATTITUDE DES INTERLOCUTEURS SOCIAUX A LA VEILLE DE L'OUVERTURE DE LA TABLE RONDE	197
1. La note préparatoire du gouvernement	197
2. La position patronale	198
3. La thèse syndicale	200
C. L'OUVERTURE DE LA TABLE RONDE SUR LA POLITIQUE INDUSTRIELLE	201
D. LES PROPOSITIONS DE M. MARTENS ET LA CHUTE DE SON GOUVERNEMENT	203
E. LE PROGRAMME DU NOUVEAU GOUVERNEMENT EYSKENS	205
F. LES POSITIONS DES INTERLOCUTEURS SOCIAUX A LA VEILLE DE LA REPRISE DE LA TABLE RONDE	206

G. L'OPERATION MARIBEL ET L'ECHEC DE LA TABLE RONDE	208
H. LA POURSUITE DES DISCUSSIONS PENDANT L'ETE	210
I. LA RENTREE DE SEPTEMBRE ET LA CHUTE DU GOUVERNEMENT EYSKENS	213
II. <u>LA LONGUE GREVE DES CHANTIERS NAVALS BOEL</u>	215
A. INTRODUCTION	215
B. LES RETROACTES ET LES ACTEURS	215
C. LES CAUSES DU CONFLIT ET SON DECLENCHEMENT	216
D. LE DEROULEMENT DE LA GREVE	217
1. Les deux premiers mois du mouvement	217
2. La première tentative de médiation	218
3. Les troisième et quatrième mois du conflit	219
4. Le mois d'août et les premiers incidents	220
5. La phase terminale de négociation	222
E. CONCLUSION	224
III. <u>LE PENIBLE EPILOGUE DE FABELTA-TUBIZE</u>	227
A. INTRODUCTION	227
B. LES RETROACTES ET LA FAILLITE DE JUILLET 1980	227
C. LA SITUATION DANS LES PREMIERS MOIS DE L'ANNEE 1981	229
D. LA FERMETURE DE L'ENTREPRISE AU MOIS DE MAI 1981	235
E. UN SUCCES PARTIEL : LA NOUVELLE ACTIVITE DE LA DIVISION PLASTIQUE	237
F. LES DONNEES SOCIOLOGIQUES	238
1. Une réduction de l'emploi de 90 % en dix ans	238
2. L'acharnement du personnel à sauver l'entreprise	239

3. Une fermeture économiquement et socialement discutable	241
4. La lourdeur du processus décisionnel	241
<u>TROISIEME PARTIE : LA VIE SYNDICALE</u>	
LE CONGRES STATUTAIRE DE LA FGTB (19-21 novembre)	245
A. INTRODUCTION	245
B. PRIORITE A L'EMPLOI	248
C. LA REPONSE A LA CRISE	248
1. Une politique globale de l'énergie	249
2. La socialisation du secteur financier	249
3. La réorientation de la politique de recherche scientifique	249
4. Le maintien du pouvoir d'achat	250
5. La sauvegarde de la Sécurité sociale	250
<u>QUATRIEME PARTIE : L'EMPLOI ET LE CHOMAGE</u>	
I. <u>LE CHOMAGE COMPLET</u>	258
A. INTRODUCTION	258
B. EVOLUTION GENERALE	258
1. Evolution des moyennes annuelles	260
2. Evolution des moyennes mensuelles	261
3. Les taux de chômage	261
C. LE CHOMAGE SELON LES CARACTERISTIQUES PERSONNELLES DES CHOMEURS	262
1. Le chômage selon le sexe	265
2. Le chômage selon l'aptitude au travail	265
3. Le chômage selon l'âge	266

4. Le chômage selon la qualification	268
5. Le chômage selon la durée	269
D. LE CHOMAGE SELON LES REGIONS ET SOUS-REGIONS	270
E. LE CHOMAGE PAR BRANCHE D'ACTIVITE	272
F. LE CHOMAGE DANS LA CONSTRUCTION	274
1. Les caractéristiques du métier	274
2. L'évolution de l'emploi	275
3. Les causes de la détérioration	276
4. Les mesures de relance	278
5. Conclusions	279
<u>II. LE CHOMAGE PARTIEL</u>	280
<u>III. LES PROGRAMMES DE RESORPTION DU CHOMAGE</u>	282
A. GENERALITES	282
B. MISE AU TRAVAIL PAR LES POUVOIRS PUBLICS	282
C. CADRE SPECIAL TEMPORAIRE	283
D. STAGE DES JEUNES	284
E. PREPENSIONS	285
1. Prépension légale	285
2. Prépension conventionnelle	286
3. Prépension spéciale	286
F. PRIMES A L'EMPLOI	287
<u>IV. LE COUT DU CHOMAGE</u>	288
A. LE COUT EN 1981	288
B. L'EVOLUTION DU COUT	289
C. LE COUT DES PROGRAMMES DE RESORPTION	289

V. <u>LE CONTROLE DU CHOMAGE</u>	291
VI. <u>CONCLUSIONS</u>	293
A. 1981, L'ANNEE NOIRE EN MATIERE DE CHOMAGE	293
B. L'EVOLUTION FUTURE DU CHOMAGE	293